



Pas d'avantages fiscaux pour les hedge funds

› Mathilde Farine

Les fonds délocalisés à Genève n'auraient pas eu de traitement de faveur

«De manière soudée, les sept membres du gouvernement sont enchantés de l'arrivée de hedge funds à Genève», a assuré Pierre-François Unger, conseiller d'Etat en charge de l'Economie.

S'exprimant lundi soir lors d'une conférence sur le futur de l'industrie des hedge funds organisée par Genève Place financière et l'Institut de recherche en finance (GFRI) de l'Université de Genève, il a ajouté que ces gérants de fonds alternatifs «ne sont pas venus par hasard, mais pour les atouts «historiques» de la région, comme la qualité de la vie, la concentration de compétences dans l'industrie financière et en particulier dans la gestion de patrimoine». Le ministre a tenu à préciser qu'il n'y «a pas eu d'arrangements fiscaux avec les hedge funds» et que «les lois avaient été respectées».

Le statut d'imposition n'est pas le moteur de l'installation, a-t-il encore souligné, mettant plutôt en avant la densité extrêmement importante de décideurs - des multinationales et des organisations internationales - dans la région.

Concentration du secteur

Des gérants de fonds alternatifs ont délocalisé certaines activités de Londres vers Genève ces derniers mois, dont Brevan Howard et BlueCrest. Quelques petites sociétés se sont aussi développées dans la région lémanique sans toutefois s'apparenter à un exode massif. Plusieurs gérants de fonds sont là mais ne suscitent pas d'écho, a observé Pierre-François Unger. Venu présenter ses recherches, Narayan Naik, professeur à la London Business School et expert de la gestion alternative, a ensuite expliqué que ce sont surtout les petits fonds et les très gros fonds qui génèrent de l'alpha. Entre le premier et le dernier décile, les gérants ne semblent pas battre le marché, a-t-il démontré. Les très gros fonds, «blue chips», représentent 15% des acteurs mais gèrent 85% des actifs investis dans cette industrie.